

P8 - Traitée transatlantique : un problème de valeurs
P9 - Crédit d'impôt, emploi et règle de trois
P10 - Le climat change plus vite que les mentalités
P11 - Mussolini du côté de l'étable

P2 - En Bosnie aussi...
P3 - Ca se passe en Espagne...
P5 - L'emploi des femmes vu
par l'Union Européenne
P6 - Hollande, un social-démocrate ?

La leçon de Valls

Lors des élections municipales, les urnes ont été boudées par l'électorat PS de gauche. Suite à la nomination à Matignon de Manuel Valls, candidat marqué le plus à droite des élections primaires du PS en 2011, nous interviewons en page 13 Johann Strauss, classé à la gauche du PS. Il nous précise ce qu'il souhaite que Valls devienne.

Suite page 13



Dictature et dictamolle¹

L'Ukraine et son peuple viennent d'ouvrir une nouvelle page de leur histoire. Nul ne saurait dire, entre l'impérialisme russe, la mollesse toute munichoise² des Européens et les contradictions locales, ce qui va advenir. La révolte opiniâtre des Ukrainiens aura donc payé et, après les « printemps arabes », la révolution touche à nouveau une dictature mais, cette fois, elle est en Europe et est issue des urnes. Quels enseignements pourrait-on en tirer ?

En premier lieu, que tous les régimes peuvent un jour tomber malgré la répression si le peuple est assez déterminé. En second lieu, qu'il n'y a pas grand chose à attendre de l'Europe ou des Etats-Unis. En troisième lieu, que les dictateurs devraient réfléchir et se reconvertir en démocrates bon teint, pour ne pas être destitués sauvagement.

Que reproche-t-on finalement à lanoukovitch ? De la corruption ? De l'enrichissement personnel pour lui et ses proches ? Un régime d'inégalités, de passe-droits et de faveurs ? D'utiliser l'appareil de l'Etat à son profit comme à celui de quelques oligarques et quelques multinationales ?

D'avoir un peu abusé de la force publique et d'avoir manipulé l'opinion pendant des années pour faire croire que toute opposition était le fait de terroristes ?

Il aurait dû être démocrate comme Berlusconi, Sarkozy, Bush père et fils, Eltsine, Abe, et tout irait bien pour lui.

Dans beaucoup de démocraties aussi on méprise le peuple; on le laisse crever pendant que les riches deviennent plus riches encore; dans

Suite page 4



En Bosnie aussi...

D'importantes manifestations ont eu lieu au cours du mois de février en Bosnie sans que les médias occidentaux y aient prêté attention, tout occupés qu'ils étaient à suivre les événements en Ukraine. Ce mouvement nous concerne pourtant puisqu'il constitue la première véritable remise en question des institutions mises en place dans ce pays après la guerre, sous la pression des grandes puissances.

Le mouvement est parti de la ville ouvrière de Tuzla, au nord-est du pays, pour dénoncer les privatisations de grandes entreprises locales qui ont finalement été bradées par leurs nouveaux propriétaires. Il s'est ensuite étendu à plusieurs villes du pays, dont Sarajevo. Les manifestants ont obtenu la démission de plusieurs chefs et membres de gouvernements cantonaux.

Les raisons de la colère

Les raisons de la révolte sont multiples. Tout d'abord la situation économique désastreuse dans lequel se trouve la Bosnie 20 ans après la guerre (1992-1995). Le taux de chômage oscille entre 27 et 40 % de la population active, et atteint même 60% chez les jeunes. A ce manque cruel de perspectives s'ajoute la paralysie des institutions mises en place suite aux accords de Dayton pour satisfaire toutes les parties. Résultat : le pays est composé de 2 entités : la Fédération de Bosnie-et-Herzégovine, essentiellement bosniaque et croate, et la Republika Srpska, République serbe de Bosnie, auxquelles s'ajoute le petit district de Brko sous statut « ONU-spécial-neutre ». Avec les cantons et les municipalités, la Bosnie compte 14 gouvernements et près de 180 ministres pour moins de 4 millions d'habitants. Le système politique complexe organise la représentation ethno-confessionnelle. Ainsi, la Présidence de l'Etat central est assurée à tour de rôle par les Serbes (orthodoxes), les Croates (catholiques) et les Bosniaques (musulmans). Du coup, les uns et les autres ne cessent de se renvoyer les responsabilités, et le système est bloqué.

Cette paralysie politique se reflète également dans la gestion de la crise puisque les élites mises en cause ne se sont pas montrées à la hauteur de cette révolte inédite. Les manifestants se sont donc organisés en « plénums », lieux de débat et d'élaboration de propositions. Ces plénums se sont aussi adressés aux institutions internationales qui prétendent « aider » la Bosnie à se reconstruire depuis 20 ans. Le plénum de Sarajevo a ainsi déclaré : « *pendant des années vous avez incité les citoyens de ce pays à agir de manière responsable. C'est précisément ce qui se passe depuis quelques jours* ». Il faut préciser que la première réaction du Haut représentant de l'ONU a d'abord été d'envisager l'intervention d'une force militaire face aux protestataires... Quant à l'aide européenne, elle est bien loin de permettre l'auto-organisation de la société et l'expression populaire : ainsi son programme Sarajevo 2014 a été conçu sans la société civile...

Et à long terme ?

Les accords de Dayton constituaient peut-être le meilleur compromis possible à l'époque et ont permis l'essentiel : mettre un terme aux combats. Mais à force de s'en féliciter, n'aurait-on pas oublié de traiter cette question fondamentale : comment l'Etat ainsi créé peut-il fonctionner sur le long terme ? Vingt ans plus tard, la question reste entière et le risque de conflit ethnique pointe à nouveau son nez.

Magali



Ca se passe en Espagne...

L'Espagne connaît des mouvements sociaux d'une ampleur et d'une durée jamais vue depuis les années 30. Le mouvement « Los indignados » avait fait parler de lui dans toute l'Europe en occupant la grande place de Madrid en 2011. Le 23 mars dernier, une « marche pour la dignité » reprenait les mêmes slogans. Hélas ces mouvements, pourtant massifs et ultra-dynamiques, n'intéressent guère notre presse française.

L'Espagne connaît des heures très difficiles depuis 2008 aussi bien sur le plan économique que sur les plans politique, social et moral. Le Parti Populaire (droite) du premier ministre Martino Rajoy est arrivé aux affaires à cette époque, suite à un vote de rejet du gouvernement socialiste précédent. Il dispose d'une majorité absolue au parlement et accumule les mesures anti-sociales, sans pour autant redresser l'économie ou les finances du pays¹. Alors que ses principaux responsables sont impliqués dans des affaires lamentables de corruption et d'abus de biens sociaux², Martino Rajoy tente de se donner les moyens légaux d'une répression féroce pour écraser une opposition populaire déterminée et permanente.

Des lois liberticides

Rajoy et son gouvernement présentent depuis novembre 2013 au parlement la « loi sur la sécurité citoyenne » laquelle va bientôt entrer dans la phase finale d'adoption. Derrière cet intitulé prometteur se cache une loi liberticide au plus haut degré : la liberté de manifester serait considérablement limitée (déclarations préalables et autorisations strictes) ; le fait d'avoir le visage masqué dans un cortège (même en cas d'usage de gaz lacrymogènes) serait passible de 30 000€ d'amendes ; la prise d'images de la police ou leur diffusion sur internet seraient passibles de 10 000€ d'amende.

La liberté d'expression ne se porterait guère mieux puisque le fait de critiquer le gouvernement, la police ou encore la justice serait répréhensible. Bien pire encore, toutes ces décisions de « justice » seraient directement prises par la police en tant que « mesures ad-

ministratives », ce qui impliquerait l'absence d'appels et de recours.

Les femmes trinquent encore

Ce même gouvernement est en train de mettre en place une loi sur l'avortement tellement restrictive qu'il deviendrait quasiment impossible d'avorter en Espagne ; seules les femmes aisées pourraient dès lors accéder à l'IVG... à condition d'aller à l'étranger. Malgré l'opposition de 86% des Espagnols et même de 65% des électeurs du Parti Populaire, le gouvernement s'acharne à vouloir imposer cette loi...

Acharnement impopulaire ?

Cet acharnement sur une loi impopulaire peut surprendre. L'Espagne n'a-t-elle rien de plus urgent à faire ? Plusieurs explications se complètent. D'une part, il s'agirait de faire plaisir aux équivalents espagnols de notre « manif pour tous » et de complaire à la fois à l'épiscopat et à l'extrême droite nostalgique du franquisme. D'autre part, un tel débat au sein de la société espagnole permet de masquer l'incapacité du pouvoir tout en agitant un chiffon rouge pour mobiliser la gauche, les libéraux, les démocrates, les féministes pendant des mois. Et pendant ce temps, d'autres textes liberticides sont votés...

Jmj

1 - tout ressemblance avec des gouvernements français, anglais, grecs... ne serait pas fortuite !

2 - comme la famille royale !

Caramba ! Qui m'a encore piqué mon autre aiguille à tricoter ?!



Les vieilles Espagnoles hostiles à l'avortement clandestin...



Dictature et dictamolle (suite de la Une)

les démocraties aussi le pouvoir est conservé à l'intérieur d'un petit groupe fermé; dans les démocraties aussi on réprime; dans les démocraties aussi lorsque cela ne suffit plus, on change la loi pour criminaliser les protestataires.

Le constat est terrible et finalement, les dictateurs résistent moins que les « démocrates » grecs, espagnols, lettons, irlandais, portugais, anglais, qui ont laminé et laminent encore leurs peuples tout en conservant le pouvoir. Ne serait-il pas temps de nous interroger sur notre beau modèle démocratique et de le réformer en profondeur et, pourquoi pas, au moyen d'une révolution ?

Jmj

1 - Le régime de Dámaso Berenguer en Espagne (1930-1931) a été qualifié de Dictablanda, littéralement dictamolle.



2 - En 1938, sous prétexte d'intégrer les minorités allemandes de ce pays (les Sudètes) à l'Allemagne, Hitler avait déclaré vouloir annexer cette région au 1er octobre au nom du droit des peuples à disposer d'eux-même. Cette déclaration aurait pu plonger l'Europe dans la guerre, mais les accords de Munich le 29 septembre entre l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et l'Italie, reconnaissent à l'Allemagne le droit d'annexer une partie de la Tchécoslovaquie, imposant des règles de partage et créant une république de Tchécoslovaquie qui ne vivra que quelques mois.

L'Ukraine à la lumière de Makhno, anarchiste oublié

Des révoltes, il y en a déjà eu en Ukraine. Notamment l'insurrection anarchiste de 1918. On oublie souvent cet épisode de la période révolutionnaire russe.

En 1918, suite à la signature du Traité de Brest-Litovsk qui livre l'Ukraine à l'Allemagne, après la déclaration d'indépendance de celle-ci, Nestor Ivanovitch Makhno, anarchiste militant de longue date, participe à la création de l'armée révolutionnaire insurrectionnelle ukrainienne. Elle organise un mouvement de résistance armée qui combat l'armée des volontaires du général tsariste Denikine (les blancs) à l'est et les Bolcheviks (les rouges) au nord. En 1919, les groupes de guérilla se transforment en une véritable armée, la Makhnovchtchina (nom péjoratif donné par les Russes à ce mouvement « noir ») qui

compte jusqu'à 50 000 hommes. Pour combattre les armées blanches, Makhno s'allie avec l'armée rouge dirigée par Trotsky, qui se retourne finalement contre lui en 1920.

En 1921, vaincu, il fuit la Russie. Expulsé de plusieurs pays européens, il s'installe finalement à Paris, en 1925. Il y meurt en 1934 et est incinéré au cimetière du Père-Lachaise. Le mouvement makhnoviste reste parmi les révoltes régionales les plus remarquables de l'époque, non seulement par son ampleur et sa durée, mais aussi par la diversité de ses partisans (paysans, cheminots, employés, issus des différentes ethnies qui composaient l'Ukraine) et l'originalité de son programme politique (un collectivisme autogestionnaire).



L'emploi des femmes vu par l'Union Européenne

Les orientations de l'Union européenne (UE) en matière d'emploi visent une augmentation du taux d'emploi des femmes. On peut y voir un objectif progressiste, puisque, historiquement, l'émancipation des femmes passe par l'accès à un travail hors du foyer. Mais ce dernier n'a pas été une condition suffisante, loin de là, pour atteindre l'égalité. Pendant la guerre 14-18, les femmes étaient systématiquement embauchées avec un quart de salaire en moins. Aujourd'hui, par des mécanismes plus subtils, ce quart en moins existe toujours en pratique : les femmes gagnent en moyenne 27% de moins que les hommes.

L'objectif d'augmentation du taux d'emploi des femmes est apparu à la fin des années 90 dans la stratégie européenne pour l'emploi. Le Sommet de Lisbonne, en 2000, a défini des objectifs quantitatifs : passer de 52% à 60% en 10 ans. Ce taux a effectivement augmenté, passant de 52,4% en 2001 à 58,2% en 2011 dans la zone euro, alors qu'il diminuait pour les hommes, de 71,8 à 70,3%. Mais il est difficile d'attribuer à la politique de l'UE cette hausse, qui était déjà bien engagée depuis les années 60.

On peut discuter du choix de cet indicateur au lieu du taux de chômage². Son avantage est que, contrairement au taux de chômage, il n'est pas biaisé par des situations de chômage déguisé en inactivité : quand une femme retourne au foyer faute de travail ou de solution de garde d'enfants, elle disparaît des chiffres du chômage sans que la situation ne soit meilleure. L'inconvénient du taux d'emploi est qu'il range dans la même catégorie les chômeurs (ceux qui ne trouvent pas de travail) et les inactifs (ceux qui choisissent de ne pas travailler), ce qui n'est pas neutre idéologiquement. Cette assimilation chômeurs/inactifs traduit en effet l'idée des néo-libéraux selon laquelle un chômeur est quelqu'un qui ne veut pas travailler parce que le chômage est plus confortable.

Mais surtout, l'objectif d'accroître ce taux d'emploi des femmes n'est pas en soi

émancipateur, puisqu'il cache des conditions de travail dégradées : temps partiels subis ; division sexuée des emplois se traduisant par des salaires plus faibles ; manque de solutions de garde pour les enfants. Or non seulement la politique économique européenne ne résout pas ces problèmes mais les accroît.

Elle les accroît en réduisant les services publics. Le Conseil de Barcelone de 2002 fixait un objectif de 90% des enfants de 3 à 6 ans accueillis dans des structures adaptées, et 33% des enfants de moins de 3 ans. Aujourd'hui, on en est loin et la cure d'austérité imposée aux Etats-membres ne facilite pas le développement d'un service public d'accueil de la petite enfance.

Elle les accroît en libéralisant le marché du travail. Selon la Stratégie de Lisbonne, devenue stratégie « Europe 2020 », l'incitation au travail passe par le recul de l'âge de retraite et par « l'activation » des dépenses pour l'emploi : il s'agit de remplacer les indemnités chômage par des stages et petits boulots subventionnés. L'UE souhaite également « encourager l'adaptabilité des entreprises et de leurs travailleurs » : flexibilité, durée de travail variable, salaire variable... Enfin lorsque la Commission parle de « renforcer les politiques d'égalité des chances entre les femmes et les hommes », cela se traduit par la fin de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes.

Bref, la stratégie européenne de l'emploi, ce n'est pas seulement plus d'emploi pour les femmes, ce sont surtout des petits boulots mal payés, de nuit, à temps partiel, ultra-flexibles, sans solution de garde pour les enfants, avec une retraite à 70 ans.

Folubert Sansonnet

1 - Taux d'emploi = pourcentage de personnes ayant un emploi parmi les personnes entre 20 et 64 ans.

2 - Taux de chômage = nombre d'actifs ayant un emploi, les actifs désignant ceux qui ont un emploi ou qui en cherchent un.



Hollande, un social-démocrate ?

Lors de sa conférence de presse de janvier, François Hollande s'est dévoilé. Il a tenu à rassurer les médias présents. Oui, il est bien social-démocrate. Et les éditorialistes et chroniqueurs des médias les plus sérieux d'y aller de leur commentaire, s'interrogeant sur le sens profond de ce « tournant » social-démocrate. Hollande a-t-il toujours été social-démocrate ? Ne l'est-il qu'aujourd'hui ? Les socialistes sont-ils enfin réconciliés avec l'économie ? Voilà les questions qui agitent le landernau... questions parfois simplement superficielles, parfois franchement absurdes, mais très révélatrices du positionnement politique implicite de ces médias.

Dans 1984, Orwell montrait très bien comment un pouvoir peut parvenir à imposer un sens nouveau aux mots. La paix est en fait la guerre et l'amour devient la haine. Le terme social-démocrate, comme à une autre époque, l'appellation « radical », est en train de subir une évolution de ce genre. Il y a un siècle, quand la social-démocratie a pris son essor, un social-démocrate était un militant de la cause ouvrière convaincu que l'on pouvait parvenir à une société sans classe par des moyens pacifiques et démocratiques. La plupart des grands partis de gauche en Europe se disaient alors sociaux-démocrates. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, ces partis opposés aux méthodes soviétiques, qu'il s'agisse de la dictature ou de l'économie intégralement collectivisée, mais partageant avec les communistes l'idéal d'une société plus juste, se sont retrouvés au pouvoir dans la majorité des pays d'Europe de l'ouest. Ils ont mis en place ce que l'on a appelé pompeusement l'Etat-providence : la sécurité sociale, des nationalisations dans les secteurs-clés de l'économie et des impôts élevés... Bref, tous ces fameux freins au marché qui horripilent tant les libéraux actuels.

Une chose peut finir par vouloir dire son contraire

Aujourd'hui, en saluant le tournant social-démocrate de Hollande, les médias attendent implicitement de lui mais de manière insistante, qu'il réforme, c'est-à-dire qu'il enlève ces fameux acquis de la

social-démocratie d'autrefois. Où l'on voit qu'une chose peut finir par vouloir dire son contraire. Selon ces médias, être social-démocrate aujourd'hui, c'est faire le contraire de ce qu'aurait fait un social-démocrate il y a quarante ans, mais en y mettant les formes, c'est-à-dire en organisant une concertation entre les partenaires sociaux et en essayant de produire du consensus. Autrement dit pour ces médias, s'il n'y a qu'une seule politique possible, celle qui convient aux marchés, elle peut être imposée de deux manières : par la contrainte, c'est la méthode libérale ou conservatrice, ou par la discussion, c'est la méthode sociale-démocrate. Au vu de la côte de popularité du président, le consensus sur les réformes à faire ne semble pas avoir été atteint en dehors des cercles médiatiques.

Fossoyeur de l'ancienne sociale-démocratie

Pour l'anecdote, il est évident que Hollande est et a toujours été un social-démocrate au sens moderne du terme, donc un fossoyeur de l'ancienne social-démocratie. Mais lui, contrairement aux médias qui commentent son action, est obligé de composer avec des électeurs qui sont loin d'être intégralement convertis au libéralisme, et ne peut pas (encore) se permettre de faire des réformes trop brutales.

Alex



Votre euroscope 2014



Lion

Dans la jungle, la rumeur court : « le lion est mort ce soir »... Les tambours résonnent et les jeunes loups s'agitent. Mais non, comme notre ancien président Chirac, vous êtes toujours là. Ni bon pied, ni bon œil, vous êtes encore capable de faire de l'humour au détriment de ceux qui prétendent vous enterrer. Comme ces vieux singes à qui on n'apprend pas à faire la grimace, vous avez plus d'un tour dans votre sac.



Taureau

Personne ne nie que vous en avez une belle paire, mais il faut aussi savoir la ranger, même quand une femme de ménage vous attire irrésistiblement. Vous risqueriez de mettre fin prématurément à votre carrière, voire de vous retrouver en prison, comme un autre illustre taureau : Dominique Strauss-Kahn. N'attendez rien de ces élections.



Bélier

Quand vous vous fixez un objectif, vous n'y allez pas par quatre chemins : vous allez droit au but. Votre modèle : Jean Lassalle, le seul député capable de faire une grève de la faim pour empêcher une délocalisation. Pour ces élections, il va surtout vous falloir prendre votre bâton de berger pour essayer de ramener quelques voix au centre. Mais c'est loin d'être gagné !



Vierge

Comme Emmanuelle Cosse, propulsée secrétaire nationale d'Europe-Ecologie-Les Verts au moment où le bateau tangue sérieusement, certaines personnes veulent vous envoyer au charbon en dépit de votre inexpérience. Mais vous avez beau être vierge, vous n'êtes pas pour autant innocente. Méfiez-vous quand-même des verseaux.



Traité transatlantique : un problème de valeurs

Militant altermondialiste, Raoul-Marc Jennar analyse depuis longtemps les processus de la mondialisation libérale. Invité de l'émission « Terre à Terre », sur *France Culture*, le 18 janvier, il a détaillé les dangers que représente le Traité transatlantique de libre-échange (TAFTA). Nous nous concentrons ici sur la question des « valeurs communes » entre l'Europe et les Etats-unis, qui justifieraient ce traité.

Présenté comme un traité de libre-échange, le TAFTA va en réalité bien au-delà du commerce entre l'Union Européenne et les Etats-unis. L'obsession d'une « concurrence libre et non-fauscée » a en effet des répercussions sur toutes les « protections qui concernent par exemple la qualité de la vie, l'environnement, la santé, les normes sociales », car celles-ci constituent, pour les libéraux, des obstacles à la libre-concurrence. Or ces protections sont « tout ce que, dans une société organisée, au fil du temps, pour faire prévaloir l'intérêt général, le bien commun, on a élaboré comme lois, comme règlements, comme normes. » Le TAFTA s'inscrit « dans cette philosophie néolibérale qui [...] nie que la société soit légitime quand elle élabore [...] des normes en fonction de valeurs qui inscrivent un vouloir vivre en commun. C'est de ça dont il s'agit, bien plus que de commerce [...] Nous sommes avec ce projet en face d'un énorme conflit de valeurs. »

Pourtant, ce projet de traité affirme, dans son préambule, qu'il se fait au nom de valeurs communes aux États-Unis et à l'Union européenne. Si nous partageons les mêmes valeurs, ne serait-il pas possible de s'entendre sur les normes sociales, environnementales, sanitaires ?

Les États-Unis et les peuples d'Europe partagent quelques idées générales qui leur sont communes sur les libertés fondamentales. [...] Mais là où nous divergeons, c'est sur la manière de les mettre en oeuvre. [...]

Sur la conception de l'État, nous n'avons pas du tout les mêmes valeurs. Aux États-



Unis, l'État n'est pas le gardien du bien commun [...]. La protection de l'intérêt général est laissée aux citoyens [...]. Dès l'instant où l'intérêt général est mis en péril par les activités par exemple d'une firme privée qui pollue son environnement, ce n'est pas l'État qui agit, ce sont les citoyens qui sont tenus de se mobiliser, de se rassembler, de rassembler des fonds pour faire appel à des cabinets d'avocats et tout cela se passe devant la justice.

Chez nous, nous considérons, et c'est la conception de l'État issue des philosophes des Lumières et de la Révolution française, que l'État est le gardien. Conséquence, chez nous on a mis en place, et ce n'est pas une exception française [...], des services publics. Parce que, si l'on considère que l'accès de tous aux soins [et] à l'éducation, ce sont des droits fondamentaux, les outils pour les mettre en œuvre, ce sont les services publics. Et il en va de même pour la sécurité sociale. Et regardons les difficultés que rencontre ce pauvre Monsieur Obama pour mettre en œuvre un système de sécurité sociale [...].



Crédit d'impôt, emploi et règle de trois

Le CICE, crédit d'impôt en faveur des entreprises « pour la compétitivité et l'emploi », cette belle invention des socialistes aura coûté 13 milliards en 2013 et devrait, d'après les calculs du gouvernement, en coûter 20 en 2014.

Amusons-nous à donner une équivalence « parlante » à ce chiffre démesurément abstrait.

Petit calcul... Sachant qu'en moyenne un fonctionnaire coûte environ 48 000 euros par an à l'Etat (une estimation du journal *Le Point*, qui inclut le salaire et les diverses cotisations à la charge de l'employeur), combien de fonctionnaires pourrait-on

embaucher pour 20 milliards ? Pas moins de 400 000...

Alors, question complémentaire : les 13 milliards de 2013 et les 20 milliards de 2014 vont-ils créer autant d'emplois ? Un indice : Pierre Gattaz, représentant du Medef, promettait en janvier dernier la création d'un million d'emplois sur 5 ans si l'Etat consentait à 100 milliards de baisses de cotisations sociales et d'impôts en faveur des entreprises. 100 milliards divisés par 1 million, ça fait 100 000 euros par emploi, soit le double du coût d'un fonctionnaire... Un chiffre qui en dit long sur la volonté réelle du Medef de voir le chômage baisser.

Jmj

Traité transatlantique : un problème de valeurs Suite de la p. 8

Par rapport aux normes sociales, depuis la fin de la première guerre mondiale, existe une organisation internationale du travail (OIT), au sein de laquelle États, patrons et syndicats ont négocié et adopté des conventions sociales [...]. Les pays européens les ont toutes ratifiées, les États-Unis n'en ont ratifié aucune. [...]. Parlons d'environnement. On sait que Kyoto ou la Convention de Rio sur la biodiversité n'ont pas été ratifiés par les États-Unis, alors qu'ils l'ont été par les pays européens.

[Sur] la culture, même si les cocoricos du gouvernement laissent entendre qu'elle serait à l'abri du traité, ce qui est complètement faux, nous avons ratifié la Convention de l'Unesco sur la protection, le respect de la diversité culturelle, les États-Unis ne l'ont pas fait ».

Folubert Sansonet

Merci à Robert Jourard, militant ATTAC, pour sa transcription de l'interview.

Pour écouter l'interview complète : www.franceculture.fr/player/reecouter?play=4774508

Le mois prochain : le TAFTA et la privatisation de la justice

©opyleft

La diffusion de ce journal est régie par une licence Creative Commons.

Vous êtes libres de reproduire, distribuer et communiquer cette création dans les conditions suivantes : # Citer les auteurs # Ne pas utiliser à des fins commerciales # Utiliser cette même licence (chacune de ces conditions peut être levée avec notre autorisation).

<http://www.creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/>

Maquette réalisée sous logiciel libre Scribus

Dessins bidouillés sous logiciel libre Gimp

ISSN : 1957-0031

Association loi 1901 « Le Piaf »

2&4 boulevard Ornano

75018 Paris - France

contact@le-piaf.org

www.le-piaf.org

Directeur de la publication

du numéro 70 : Gaël Mahé

Comité de rédaction : Alex D., Benj,

Bo.F., Cathy Ré, Cecile V., Cluc,

Gaël Mahé, JMJ, Katerina Bauhaus,

Laurence, M. Solal, Magali, Oliver

Carmine, Patrick, PB, Pierre Fouilhoux,

Robert Moineau.



Le climat change plus vite que les mentalités

Le récent rapport du GIEC¹, cinquième depuis la création de l'organisme en 1988, sonne encore une fois l'alarme. L'impact de l'activité humaine sur le climat et l'environnement est aujourd'hui patent, et surtout scientifiquement évalué, en dépit des efforts des lobbys industriels pour le faire oublier. Le réchauffement climatique est en route. Et ses conséquences laissent craindre les pires scénarios.

Le constat

Le changement climatique a eu ces dernières décennies des impacts « *sur tous les continents et dans les océans* », essentiellement sur le fonctionnement des systèmes naturels. Ainsi, l'augmentation de la température produit davantage de vapeur d'eau et modifie le cycle de l'eau. La disparition des glaciers et des banquises et la fonte des neiges plus précoce accentuent encore le phénomène. Responsables : les gaz à effet de serre, émis massivement par les activités humaines. Les concentrations atmosphériques des trois principaux gaz à effet de serre, dioxyde de carbone (CO₂), méthane (CH₄) et oxyde nitreux (N₂O), ont augmenté pour atteindre des niveaux inégalés depuis des siècles².

Les craintes

Les gars du GIEC ne sont pas scénaristes pour Hollywood, mais ils essaient d'évaluer les conséquences de ce réchauffement. Elles sont simples. Montées des eaux, donc problèmes de pertes de territoire, et donc émigration. Facteur de tensions, voire de guerre. Sécheresse accrue dans certaines zones, qui a des conséquences sur la production agricole. Inondation et érosion des sols ailleurs, qui auront également un im-



pact sur la production alimentaire. Et puis « *changements largement répandus dans les volumes de précipitations, la salinité de l'océan, les structures des vents et des aspects de phénomènes climatiques extrêmes, tels que (...) les vagues de chaleur et l'intensité des cyclones tropicaux* ».

Le bilan

« *Les risques liés au changement climatique peuvent être réduits en limitant sa vitesse et son ampleur* », préconise le GIEC, qui propose des mesures « *d'adaptation* » au réchauffement attendu.

C'est la planète qui est malade. Et c'est l'humanité qui en subira les conséquences.

La seule réponse internationale apportée à ce jour à ce problème est le « *marché du carbone*³ » mis en place par le protocole de Kyoto signé en 1997, et entré en vigueur en 2005.

Autant dire soigner le mal par le mal. L'Organisation Mondiale du Commerce

Suite page 11



Mussolini du côté de l'étable

« *Canal Mussolini* » est un livre étonnant. Il raconte l'histoire d'une famille de paysans du nord de l'Italie, vrais crève-la-faim prolifiques et forts en gueule, qui vont traverser toute la première moitié du XX^e siècle en passant du socialisme au bellicisme, puis au fascisme, avec l'esprit tranquille et le cœur innocent. La famille fait souche dans l'agro-pontin, l'un des plus grands projets du fascisme, qui a consisté à drainer les marécages des alentours de Rome pour les transformer en terres agricoles.

L'auteur-narrateur, Antonio Pennachi, exclu du parti néofasciste à 17 ans, s'engage à l'extrême-gauche et devient « écrivain-ouvrier ». Il raconte avec réalisme et

truculence, sans diaboliser ni angéliser ses personnages, comment tout un peuple a pu adhérer, à des degrés divers, au fascisme, sans être des « fachos » pour autant. De page en page on découvre l'ampleur de la misère économique, l'importance de la misère culturelle et l'impact de la propagande sur un peuple.

Un livre passionnant, parfois dérangeant, qui éclaire l'histoire du fascisme, un fascisme dont l'Italie n'a jamais eu le courage de véritablement dresser le bilan.

Jmj

« *Canal Mussolini* », Antonio PENNACHI, 2010, paru au Livre de poche en 2013.

Le climat change plus vite que les mentalités

(suite de la p. 10)

(OMC) dispose de moyens considérables pour contraindre les pays à entrer dans une certaine doxa économique pour le moins contestable. A quand une organisation mondiale qui aura des moyens équivalents pour la protection de notre espèce et de son environnement ?

Bo.F.

1- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, organisme intergouvernemental, ouvert à tous les pays membres de l'ONU.

2- L'augmentation de la concentration en dioxyde de carbone est essentiellement due à l'utilisation des combustibles fossiles et aux changements d'affectation des terres, tandis que la concentration accrue de méthane et d'oxyde nitreux est essentiellement due à l'agriculture.

3- Ceux qui émettent trop de CO₂ rachètent le droit d'en émettre plus à ceux qui polluent moins...

Ah ! Ida !

Cela fait longtemps que j'attendais un Film avec un grand F.

Le film qui touche, qui fait mouche. Un film beau et intelligent. Un film dont on se dit qu'on pourrait le revoir 10 fois. Un film où tout sonne juste, un film qui aborde le pire sans tomber dans le mélo ou le pathos.

Alors, bien sûr, certains d'entre vous prendront peur. Ida est un film polonais en noir et blanc dans lequel une jeune fille qui s'apprête à rentrer au couvent découvre ses origines juives. Vu comme ça, vous pourriez avoir l'impression que je vous invite à une soirée d'Arte sur le thème de la mémoire. Un de ces moments terribles où la gêne le dispute à l'ennui...

Eh bien non. Rien de tel dans ce film qui n'est que grâce et intelligence.... Il faut courir voir, goûter, savourer « *Ida* » de Pawel Pawlikowski.

Jmj



[Agenda]

Sortir du capitalisme ça veut dire quoi ?

Avec Anselm Jappe, philosophe et l'un des théoriciens de la « Werkritik ». Mardi 8 avril 2014 à 19h, Café associatif "La Commune", 3 rue d'Aligre, Paris. www.cl-aligre.org

Penser l'économie de la contribution : l'exemple des logiciels libres est-il généralisable ?

par Bernard Stiegler, philosophe. Conférence UTOPIA.

Mardi 8 avril à 18h30, Maison des Sciences Economiques (MSE), de l'Université Paris 1 Salle de conférences du 6e étage, 106 - 112 boulevard de l'Hôpital, Paris. mouvementutopia.org

Universités / recherche : Conditions de travail, conditions d'études : Une urgence,

combattre ensemble leur dégradation !

Mercredi 9 avril à 13h45, Université Paris-1 La Sorbonne, Amphi Richelieu, Entrée 14 rue Cujas, Paris

Prêt à Jeter

Film de Cosima Dannoritzer, Projection suivie d'un débat. Vendredi 11 avril 2014 à 19h30. Centre d'animation Goscinny, 14 rue Goscinny Paris. www.centregoscinny.org

Marche nationale à Paris contre l'austérité

Samedi 12 avril à 14h, Place de la République www.marche12avril.org

Conférence-débat commune sur les services publics, arme contre la crise et l'austérité.

Vendredi 16 mai à 17h30, Bourse du Travail de Paris, Salle Ambroise Croizat, 3 rue du château d'eau, Paris. www.coordination-nationale.org

La fête de la dette

19h Spectacle de Christophe Alévèque « Le tour de la dette en 80 minutes »
20h Grand bal de la dette
Samedi 31 mai à 19h, au CENTQUATRE 104 rue d'Aubervilliers Paris.

Ecouter l'émission Modes d'Emploi

(modes-d-emploi.net) sur FPP 106.3 et rfpp.net tous les vendredis à 20h30

paris.demosphere.eu rezo.net/agenda

[Bulletin d'Abonnement]

Le Piaf est un journal participatif à contenu gratuit, sous format électronique et surtout papier pour que le plus grand nombre de personnes puissent y avoir accès, pour le lire et le partager.



Vous pouvez l'imprimer à partir du site www.le-piaf.org

Si vous souhaitez devenir diffuseur du Piaf, nous vous proposons aussi de vous en envoyer un grand nombre à prix coûtant.

Nous cherchons aussi des lieux de dépôt pour indiquer à nos lecteurs où trouver des Piaf.



Les chèques sont à adresser à l'ordre de:

Le Piaf

Le Piaf - 2&4 bvd Ornano
75018 Paris - France

JE SOUHAITE :

1 ABONNEMENT ANNUEL INDIVIDUEL = 12 €

RECEVOIR PLUSIEURS EXEMPLAIRES D'1 NUMÉRO

30 EX = 4,60 € 100 EX = 9 €

PROPOSER UN LIEU DE DÉPÔT

ADHÉRER À L'ASSOCIATION LE PIAF = 15 € (OU + SI AFFINITÉS)

FAIRE UN DON

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

.....

.....

EMAIL